



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 27 – 7 décembre 2021

Sommaire

Actualité économique:

- Contexte européen : pacte de stabilité et de croissance
- Environnement macro-économique : climat des affaires / climat à la consommation / prix à la consommation / production / exportations / indice conjoncturel
- Politique budgétaire: accord de coalition / dépenses du Bund / charge fiscale
- Politiques sociales : chômage / salaires / contrat de coalition / retraites / classe moyenne

Actualité financière :

- Marché financiers : union des marchés des capitaux
- Régulation financière : accord de coalition / contrôle des bilans / assurance-vie / coussin de fonds propres contracyclique
- Banques et assurances : Deutsche Bank / Aareal

LE CHIFFRE À RETENIR

5,3%

Taux de chômage en Allemagne en novembre 2021 selon l'Agence fédérale du travail (définition nationale)

ACTUALITE ECONOMIQUE

Contexte européen

Dans leur accord de coalition officialisé le 24 novembre, les trois partis [SPD, Bündnis 90/Die Grünen et FDP](#) soulignent que le **pacte de stabilité et de croissance** a « prouvé sa flexibilité » et insistent sur le fait qu'il doit « garantir » la croissance et « veiller » à des investissements durables « tout en maintenant la viabilité de la dette ». Ils appellent à une amélioration de son efficacité pour le rendre « plus simple et plus transparent », afin de « renforcer son application ».

Environnement macroéconomique

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** se contracte une nouvelle fois en novembre à 96,5 points (-1,2 point), en raison de la situation sanitaire et des difficultés d'approvisionnement. L'évaluation de la situation actuelle se détériore dans le secteur manufacturier et les services et se redresse quelque peu dans le commerce et la construction. A court terme, seul le secteur manufacturier regagne légèrement en optimisme.

Après une stabilisation à l'automne, l'indice du **climat à la consommation** de la fédération [HDE](#) perd 2,8 points pour atteindre 95,4 points en décembre : l'humeur des ménages se détériore en raison de la dégradation de la situation sanitaire.

[Destatis](#) chiffre la variation de l'indice des **prix à la consommation** à +5,2 % en novembre (-0,2 % par rapport à octobre). La hausse des prix de l'énergie continue de s'accélérer (22,1 %; +3,5 points). L'indice [ifo](#) des attentes de prix (pourcentage des entreprises comptant augmenter leurs prix sur les trois prochains mois, déduction faite de celles voulant les baisser) atteint 45 points en novembre, soit le niveau le plus élevé enregistré par l'enquête. L'institut estime que l'inflation pourrait rester au-dessus de 3 % en 2022.

[Destatis](#) annonce une hausse de 2,8 % (corrigée des effets calendaires et saisonniers) de la **production** en octobre par rapport à septembre (-0,6 % en glissement annuel): +3,2 % dans l'industrie, +0,9 % dans le secteur énergétique et +1,2 % dans la construction. La production totale reste inférieure de 6,5 % à son niveau d'avant-crise (février 2020).

L'indicateur de l'[ifo](#) sur les attentes d'**exportations** de l'industrie s'élève à 15,8 points en novembre, après deux baisses d'affilée. Les secteurs automobiles et de l'électronique s'attendent à une bonne reprise de leurs exportations malgré les difficultés d'approvisionnement.

L'**indice conjoncturel** pour le quatrième trimestre 2021 du [DIW](#) chute à 97 points en novembre, après 101 points en octobre. La dégradation de la situation sanitaire et les difficultés d'approvisionnement pèsent sur l'économie allemande; l'institut table sur une croissance légèrement négative sur les trois derniers mois de l'année. L'indice conjoncturel du [ZEW](#) se dégrade également, à 29,9 points en décembre (-1,8 point): l'espoir d'une forte reprise dès début 2022 diminue.

Politique budgétaire

Les trois partis [SPD, Bündnis 90/Die Grünen et FDP](#) se sont accordés le 24 novembre sur un **contrat de coalition**, prévoyant une «décennie d'investissements d'avenir», sans réforme du frein à la dette constitutionnel (réactivation en 2023, après désactivation en 2020 en raison de la pandémie). La coalition annonce la mobilisation de plusieurs instruments budgétaires: renflouement du fonds exceptionnel «climat et transformation», recalibrage de la composante conjoncturelle du frein à la dette, renforcement du rôle de soutien à l'investissement de la KfW, révision du calendrier de remboursement des «dettes Corona», renforcement des entreprises publiques, suppression de certaines subventions et soutien financier accru aux communes endettées.

Selon [Destatis](#), les **dépenses du Bund** ont crû de 55,9 % entre 2005 et 2020, soit de 325,9 Md€ à 508,2 Md€. La santé (+306,4 %) et l'écologie (+301,3 %) enregistrent les plus fortes hausses, tandis que le social occupe de loin la plus grande part des dépenses (41,1 %).

La **charge fiscale** (prélèvements sociaux inclus) est en baisse quasi-continue dans toutes les catégories de revenus depuis 1986, selon une analyse de l'[ifo](#): en moyenne 39,8 % aujourd'hui, contre 43,0 % il y a 35 ans. Les ménages les plus riches en profiteraient davantage que les ménages les plus défavorisés.

Politiques sociales

Selon [l'agence](#) fédérale du travail, l'emploi a poursuivi sa progression en octobre (+0,1% à 45,0 M, dernière donnée désaisonnalisée publiée), le taux de **chômage** (en définition nationale) reculant en novembre à 5,3% (après 5,4% en octobre, en cvs). Selon des estimations de [l'ifo](#), le nombre de personnes percevant le chômage partiel aurait néanmoins à nouveau augmenté en novembre, pour la première fois depuis février, à 608 000 personnes (après 598 000 en octobre) : 1,8% de l'emploi salarié total bénéficierait du dispositif, l'industrie étant davantage concernée (4,3%, soit 302 000 salariés placés) ou la restauration-hôtellerie (4,4%).

Les **salaires conventionnels** (primes et forfaits inclus) ont augmenté de 0,9% au 3^{ème} trimestre sur un an, soit la plus faible progression observée depuis 2010 alors que l'inflation s'élève à 3,9% sur la même période (source : [Destatis](#)).

Le [contrat](#) de **coalition** prévoit la hausse du salaire minimum à 12 € (sans préciser la date de mise en œuvre). Le régime actuel d'aide sociale de base (dite Hartz IV) sera transformé en une « allocation citoyenne » (Bürgergeld) aux conditions d'éligibilité assouplies, mais sans relèvement du niveau des prestations; de nouvelles règles de calcul des prestations viendront renforcer les incitations à travailler. Une « garantie de base pour les enfants » sera parallèlement introduite, ainsi qu'une obligation de couverture retraite pour les indépendants non assujettis. Le recours à la formation sera facilité, notamment pour les chômeurs de longue durée, tandis qu'une allocation de qualification sera introduite sur le modèle du chômage partiel pour les entreprises confrontées à des transformations structurelles.

Le déficit du régime général des **retraites** s'élèvera à 0,5 Md€ en 2021 (source : Assurance retraite allemande [DRV](#)). Les réserves s'élèveraient à 37,2 Md€ à la fin 2021, ce qui correspond à 1,55 fois le montant mensuel de dépenses, soit un peu plus que le plafond de 1,5 prévu par le législateur. Le président de la DRV met en garde contre une baisse des réserves en raison du vieillissement démographique et relève les limites de l'introduction d'une capitalisation partielle du régime général des retraites prévue dans le contrat de coalition.

Selon une [étude](#) de l'OCDE et de la fédération Bertelsmann, 64% de la population faisait partie de la **classe moyenne** en 2018, contre 70% en 1995. Ce recul observé surtout jusqu'en 2005 s'est stabilisé depuis, beaucoup de personnes ayant quitté la partie inférieure de la classe moyenne entre 1995 et 2005. La part des jeunes adultes (âgés de 25 à 35 ans) dans la classe moyenne a diminué depuis 1995, tandis que la qualification jouait un rôle croissant pour y accéder.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

La [confédération bancaire allemande \(DK\)](#) accueille globalement positivement le paquet de propositions législatives relatif à l'**union des marchés des capitaux**, mais signale que le renforcement des marchés ne doit pas affaiblir le rôle des établissements de crédit en tant qu'intermédiaires entre déposants et prêteurs.

Régulation financière

Les partenaires de la coalition SPD, Verts et FDP annoncent dans l'[accord de coalition](#) leurs lignes directrices sur les sujets financiers européens (union bancaire et union des marchés des capitaux) : ils se situent globalement dans la continuité de la coalition précédente. Au niveau national, l'accent est mis sur le renforcement de la lutte contre la fraude (fiscale, anti-blanchiment, réforme de la BaFin), la finance durable et Solvabilité II.

Dans le cadre de la réforme de l'autorité de supervision à la suite des faillites de Wirecard et Greensill Bank, le **contrôle des bilans** des 531 entreprises allemandes du marché régulé revient à la seule [BaFin](#), qui a choisi, comme axe de vérification pour 2022, l'affacturage inversé (*Reverse Factoring*).

L'[Union des actuaires \(DAV\)](#) recommande au gouvernement de conserver en 2023 le taux

maximum garanti de 0,25 % appliqué aux contrats d'**assurance-vie**. Actuellement de 0,9 %, il passera le 1^{er} janvier 2022 à 0,25 %. A l'instar de la fédération des assureurs (*GDV*), le *DAV* souhaite une « flexibilisation » de la garantie du capital versé dans les produits-retraite soutenus par l'Etat.

Dans son rapport sur la stabilité financière, la [Bundesbank](#) recommande au Comité de stabilité financière (*ASF*, équivalent du Haut Conseil de stabilité financière) de réintroduire le **coussin de fonds propres contracyclique** de 0,25 % qui avait été suspendu début 2020 en raison de la survenue de la pandémie. Elle considère en effet que deux éléments augmentent l'exposition des établissements de crédit : une surévaluation de 10 à 30 % du prix de l'immobilier et des risques de taux. La confédération bancaire allemande (*DK*) estime cette réintroduction injustifiée.

Banques et assurances

Le fonds américain Capital Group a augmenté sa part dans **Deutsche Bank** de 3,74 à 5,21 %. Le fonds détient également plus de 5 % du capital de Commerzbank.

Aareal Bank (bilan de 47 Md€), spécialisée dans le financement de l'immobilier commercial, a signé un [accord d'OPA](#) avec un consortium composé principalement des investisseurs Advent et Centerbridge. Le consortium propose 29 € par action et veut acquérir 70 % de la banque.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Claire Thirriot-Kwant
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©JFL Photography